

## Tendances conjoncturelles

3<sup>e</sup> trimestre 2012

T  
E  
N  
D  
A  
N  
C  
E  
S

### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN GUYANE

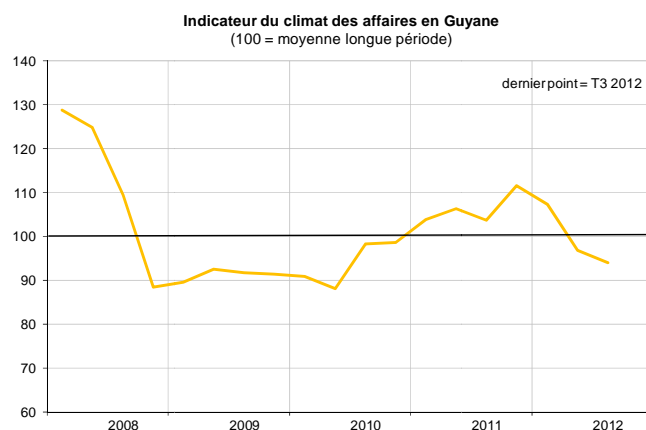
#### L'activité reste en retrait

L'indicateur du climat des affaires (ICA) affiche à nouveau un repli (-2,8 points après -10,5 points au deuxième trimestre). Il reste toutefois en deçà de sa moyenne de longue période. Ce fléchissement s'explique par un recul de l'activité ainsi que par une baisse des effectifs et de la trésorerie des entreprises sur le trimestre.

Le marché de l'emploi guyanais poursuit sa détérioration alors qu'à l'inverse, la consommation des ménages progresse. L'investissement des entreprises pour sa part évolue de façon contrastée.

Le repli de l'activité concerne principalement les secteurs de l'agriculture, de la construction et des services. Le commerce, le tourisme et l'industrie restent, pour leur part, bien orientés.

Les perspectives d'activité pour le quatrième trimestre sont contrastées selon les secteurs et les prévisions d'investissement à un an sont en baisse.



#### COOPERATION RÉGIONALE

En juillet 2012, le comité de sélection et de suivi du PO Amazonie s'est tenu en présence du Président de la Région Guyane et des partenaires institutionnels. En introduction, la Région a indiqué qu'elle entamait des négociations pour l'adhésion de la collectivité au CARICOM (Caribbean Community and Common Market). Outre la validation des nouveaux projets et l'ajournement ou la déprogrammation d'autres, les résultats de l'étude sur la question du franchissement du Maroni ont été présentés. Le scénario 1 qui pourrait être retenu s'oriente vers le renforcement du service du bac existant (68 voyages hebdomadaires), les autres scénarii introduisant, par rapport au scénario 1, le transport supplémentaire de 80 à 120 passagers.

Le gouvernement d'Haïti souhaite introduire une nouvelle loi fixant le taux de redevance minière. Il pourrait atteindre 12 % et assurerait au pays une recette fiscale (pour l'or, le cuivre et l'argent). Le budget actuel de 2,8 milliards de dollars pourrait alors sensiblement augmenter.

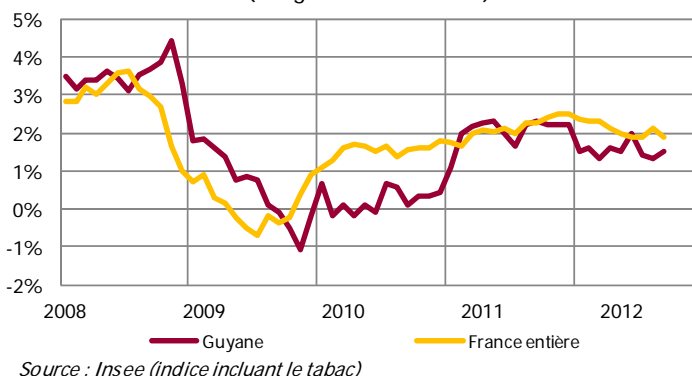
## Légère hausse des prix

L'indice des prix à la consommation augmente légèrement sur le trimestre (+0,2 %). Cette hausse résulte de l'augmentation des prix de l'alimentation (+0,6 %) et de l'énergie (+1,8 %).

Sur un an, l'indice croît de 1,5 %, tiré par la hausse des prix de l'alimentation (+3,1 % par rapport à septembre 2011), et de l'énergie (+5,6 %) alors que les prix des services progressent de 1,0 % et que les prix des produits manufacturés restent stables.

Avec un rythme annuel de progression qui ralentit, l'indice des prix à la consommation guyanais est désormais inférieur à celui constaté pour la France entière (+1,9 %).

Evolution de l'Indice des Prix à la Consommation  
(en glissement annuel)



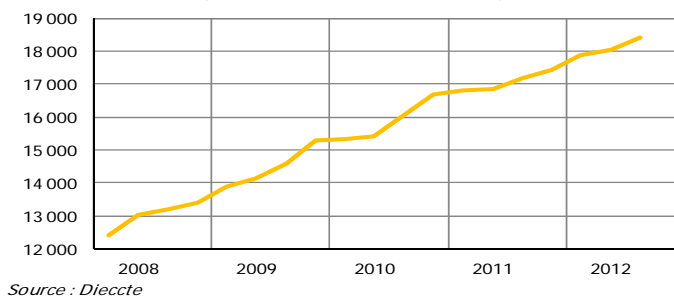
## Poursuite de la dégradation du marché de l'emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) continue de progresser sur trois mois (+2,1 % CVS) tout comme le nombre de chômeurs de longue durée, (inscrits depuis plus d'un an ; +5,4 % sur le trimestre).

Le nombre d'allocataires bénéficiant d'aides augmente légèrement sur le trimestre passant à 8 164, soit +1,5 %.

Les offres d'emplois enregistrées reculent également sur le trimestre (-4,1 % CVS).

Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM A)  
(données fin de trimestre CVS)



## Progression de la consommation des ménages

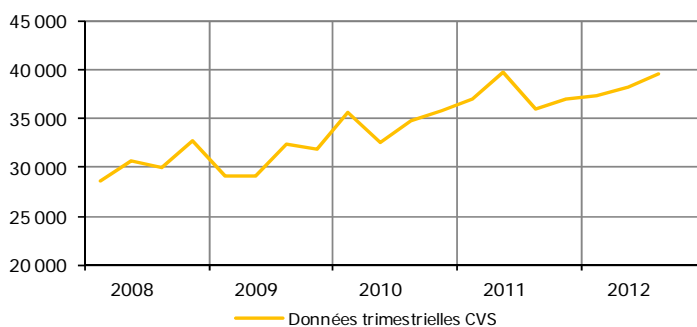
Sur la lancée du deuxième trimestre, la consommation des ménages reste dynamique.

En dépit de la baisse des ventes de véhicules de tourisme sur le trimestre (-8,2% CVS), les importations de biens de consommation d'une part, et des équipements électriques et ménagers d'autre part, sont en hausse respective de 3,4 % (CVS) et 66,5 % (CVS).

Les professionnels du secteur du commerce enregistrent une amélioration relative au troisième trimestre 2012 mais envisagent une stagnation de leur activité pour la fin d'année.

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages évoluent de façon disparate : le nombre de dossiers présentés à la commission de surendettement est stable, de même que celui des personnes physiques en interdiction bancaire ; en revanche, les décisions de retrait de cartes bancaires diminuent sensiblement sur le trimestre (-39,7 %).

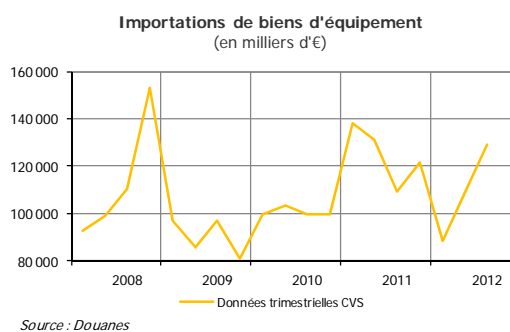
Importations de biens de consommation  
(en milliers d'€)



## Evolution contrastée de l'investissement

Bien qu'en progression, les investissements du troisième trimestre n'ont pas atteint le niveau qui avait été anticipé. Les indicateurs font état d'une situation plutôt mitigée. Les ventes de véhicules utilitaires neufs progressent légèrement sur le trimestre (+2,1 % CVS) tout comme les importations de biens d'équipement (+19,6 % CVS), confortant ainsi la reprise de l'investissement entamée au deuxième trimestre. Cette hausse est essentiellement portée par les importations d'équipements électriques et ménagers et des machines industrielles, agricoles et diverses. A l'inverse, le nombre de créations d'entreprises est en baisse (-24,3 % CVS).

Les prévisions d'investissement à un an tendent à se réduire dans l'ensemble et sont contrastées selon les secteurs. La majorité des chefs d'entreprises des secteurs du commerce, de l'industrie (hors agro-alimentaire) et du BTP ne prévoit pas d'investir. La tendance est à l'inverse dans les secteurs primaire, du tourisme et des services marchands.

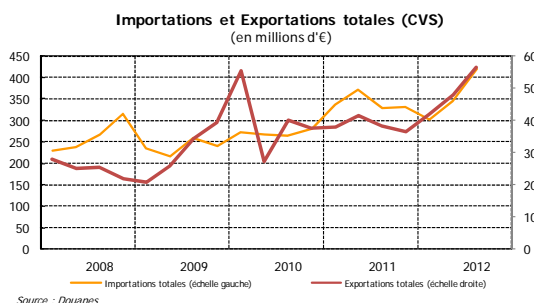


## Accroissement soutenu des échanges extérieurs

Les exportations et les importations continuent de progresser au troisième trimestre, respectivement de 17,9 % et 22,5 % (CVS).

L'augmentation des exportations est portée en grande partie par celle des postes « produits pétroliers raffinés et charbon » et « matériels de transport et des machines industrielles, agricoles et diverses ».

L'augmentation des importations résulte des livraisons de produits chimiques, parfums et cosmétiques, de matériels de transport et de textiles, habillement, cuir et chaussures.



## UNE ACTIVITÉ EN REcul DANS LA MAJORITÉ DES SECTEURS

Le courant d'affaires du **secteur primaire et des industries agroalimentaires** affiche un repli après sept trimestres consécutifs de progression. Les importations de viandes bovines diminuent (-7,0 % CVS) après une forte poussée le trimestre précédent. Les importations de viandes porcines (+5,7 % CVS) ainsi que les abattages de viandes porcines (+16,6 % CVS) et bovines (+35,6 %) augmentent assez fortement ce trimestre.

Concernant la pêche, les exportations de crevettes sont en retrait (-17,1 % CVS) à l'inverse des exportations de poissons qui progressent de 16,8 % CVS. Les prévisions d'activité sont plutôt optimistes pour le quatrième trimestre.

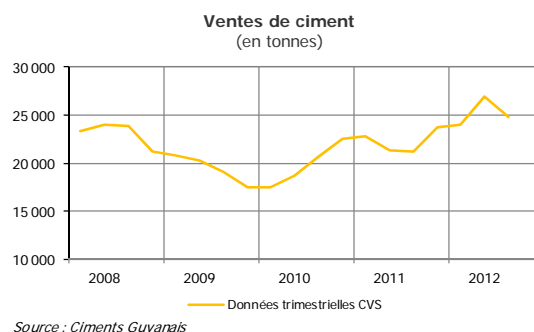
Dans le secteur de la **construction**, l'activité est dégradée depuis deux trimestres. Les ventes de ciment affichent un repli (-7,9 % CVS) après un an de progression mais restent en hausse sur un an (+16,8 % CVS). L'hypothèse d'une suppression des dispositifs de défiscalisation des logements sociaux a pu être de nature à inquiéter certains acteurs économiques.

Les chefs d'entreprises du secteur anticipent une dégradation de leur activité d'ici la fin de l'année.

L'activité **industrielle** enregistre pour sa part un ralentissement sensible.

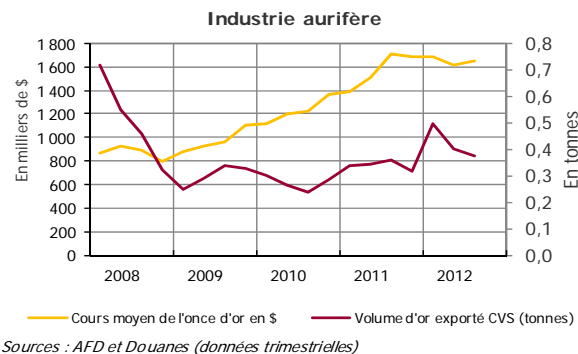
L'activité devrait stagner au quatrième trimestre alors que les professionnels du secteur n'envisagent pas d'investir sur les douze prochains mois.

Le secteur **spatial** continue de progresser au troisième trimestre. Trois tirs d'Ariane ont été effectués contre un seul au deuxième trimestre, pour la mise en orbite de six satellites.



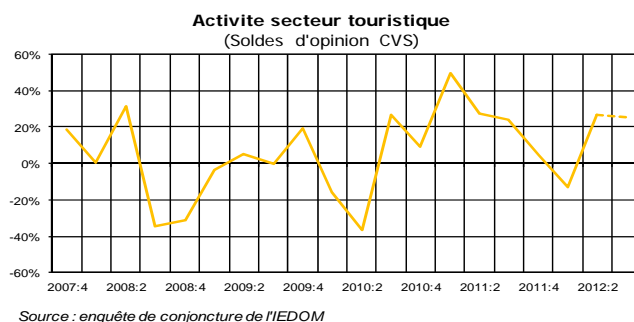
Dans le secteur **aurifère**, les exportations en volume et en valeur régressent (respectivement -7,0 % et -8,0 % CVS). A l'inverse, le cours de l'or repart très fortement à la hausse ce trimestre (+9,2 % sur trois mois) et égalise presque le niveau le plus élevé, atteint au troisième trimestre 2011 (1 743 \$ l'once en moyenne à septembre 2012).

Le volume des grumes sorti de forêt régresse sensiblement (-37,7 % CVS). Les exportations de bois (issu du stockage des grumes à la période précédente) sont toutefois en hausse significative en valeur tant sur le trimestre (+64,2 % CVS) que sur l'année (+111,1 % CVS).



Le courant d'affaires du **commerce** tend vers sa moyenne de longue période après un deuxième trimestre fortement détérioré. La trésorerie poursuit sa dégradation mais à un rythme moins élevé qu'au précédent trimestre. Les chefs d'entreprises du secteur témoignent d'un alourdissement du niveau de charges. Une légère dégradation de l'activité est envisagée pour le quatrième trimestre.

L'activité du **tourisme** est en nette amélioration. Le report des activités du deuxième trimestre (installations touristiques rendues inaccessibles suite à un fait divers sur un site d'orpillage) cumulé à l'activité régulière pourrait expliquer ce rebond d'un trimestre à l'autre. Les professionnels du secteur anticipent une progression de leur activité pour la fin de l'année.



La stabilisation attendue pour le troisième trimestre ne s'est pas produite pour les **services marchands**. L'activité s'est fortement dégradée. Les chefs d'entreprise du secteur prévoient tout de même une progression de leur trésorerie en lien avec des perspectives de moindre dégradation des charges. La trésorerie déjà affaiblie est restée stationnaire alors que les charges se sont alourdies. La situation ne devrait toutefois pas s'améliorer au quatrième trimestre selon les professionnels du secteur.

## LA REPRISE MONDIALE S'ESSOUFFLE

La reprise de l'économie mondiale reste très fragile, toujours freinée par les effets des rééquilibrages budgétaires et la fragilité persistante du système financier et malgré le soutien apporté par des politiques monétaires accommodantes. Les prévisions de croissance du FMI pour 2012 sont ainsi révisées à la baisse, à 1,3 % pour les pays avancés et à 5,3 % pour les pays émergents et les pays en développement.

Une reprise modeste se poursuit aux Etats-Unis accompagnée par une faible baisse du chômage. Le FMI prévoit une croissance de 2,2 % en 2012 (après +1,8 % en 2011) et une inflation contenue à +2,0 %. En 2013, la croissance devrait progresser au même rythme qu'en 2012 (+2,1 %).

Sous l'effet de l'intensification de la crise, la zone euro connaîtrait selon le FMI une contraction de l'activité de 0,4 % en 2012. La récession qui touche la plupart des pays de la périphérie de la zone euro, affectés par des difficultés financières dont témoigne l'évolution des écarts de taux souverains, s'est propagée progressivement aux autres pays de la région.

La faiblesse de la croissance couplée à l'incertitude dans les pays avancés ont impacté négativement les pays émergents et les pays en développement. C'est le cas notamment en Chine où la baisse des exportations contribue au ralentissement de sa croissance qui devrait toutefois s'élever à +7,8 % en 2012.

En France, la croissance du PIB devrait être atone en 2012 (+0,1 %) tandis que le chômage continuerait de croître et que l'inflation resterait contenue (+1,9 %).

Source : World Economic Outlook, octobre 2012, FMI

Les annexes statistiques sont maintenant téléchargeables sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : 11 décembre 2012 – Dépôt légal : décembre 2012 – ISSN 1952-9619